

# ***Le marché de l'emploi rural : Le dernier bastion de l'insertion professionnelle des jeunes sans diplôme ?***

## **Introduction**

La question du décrochage scolaire et de ses impacts s'inscrit directement dans un continuum allant de la formation (quittée précocement) à l'emploi (souvent précaire) et soulève des problématiques de sélections. Lorsque l'on parle de sorties précoces de l'institution scolaire, il semblerait que ces problématiques soient au nombre de deux. Dans un premier temps, nous pouvons bien entendu penser à la sélection au sein même de l'École qui, par un jeu de hiérarchisation supposé être méritocratique dans notre modèle républicain, crée une forme de sélection qui dirigera – bien malgré elle – le jeune vers un parcours sans diplôme. Cette première forme de sélection est suivie d'une seconde qui lui est corrélée. Le départ précoce du système de formation sans qualification minimale requise par l'État<sup>1</sup> implique de devoir tenter son insertion sur le marché de l'emploi sans la sécurité professionnelle que représente le diplôme. Si aujourd'hui nous assistons à une poursuite de l'inflation du niveau de diplôme (Duru-Bellat, 2006) depuis l'ouverture massive des études supérieures durant la seconde moitié du XXe siècle, confrontée à une crise de l'emploi chez les jeunes, il n'en demeure pas moins que le diplôme est, encore aujourd'hui, la meilleure arme pour s'insérer sur le marché de l'emploi jeune. Le niveau de diplôme n'est en effet plus la garantie d'une insertion certaine, stable et pérenne sur le marché de l'emploi (Vollet, Zaffran, 2018), mais l'absence de diplôme semble être l'assurance d'une insertion dans du non-emploi (Castel, 2011).

Les recherches en sciences sociales se sont bien souvent arrêtées sur ce constat binaire entre, d'une part, un accès à l'emploi plus simple par le diplôme, et d'une autre, une insertion professionnelle plus instable, labile et précaire par l'absence de ce dernier. Quelques recherches ont cependant relativisé la première partie de ce constat. Dans son ouvrage de 2018 Romain Delès interroge justement l'insertion des jeunes par le diplôme et arrive à la conclusion que non seulement le niveau de diplôme a une influence sur l'insertion professionnelle, mais que la filière affecte également cette dernière (Delès, 2018). En ce sens, si Delès remarque un taux d'insertion professionnelle de 88 % chez les détenteurs

---

<sup>1</sup> Est considéré décrocheur toute personne quittant le système de formation avant un niveau 3, c'est-à-dire inférieur au niveau CAP ou BEP.

d'un master, les contrats stables ne représenteront que 21,5 % chez les diplômés en lettres-langues-art-sciences sociales alors qu'ils seront de l'ordre de 40,9 % pour les diplômés de sciences dures (Ibidem). Toutefois, les interrogations sur les variations de la sélection se limitent bien trop souvent à questionner les distinctions par le diplôme et donc à lisser et à homogénéiser l'insertion sur le marché du travail des jeunes sans diplôme. En outre, on a bien souvent tendance à considérer l'absence de diplôme comme un handicap unique et invariable lors de la sélection qui mène à l'insertion sur le marché de l'emploi. La réalité est tout autre puisqu'au même titre que l'insertion ne dépend pas uniquement du niveau de diplôme, l'absence de diplôme n'est pas le seul facteur qui pourra avoir un impact sur l'insertion professionnelle des jeunes ayant quitté précocement le système de formation. Joël Zaffran publie ainsi un article avançant une idée analogue. En comparant l'insertion professionnelle des jeunes sans diplôme, il se rend compte que les jeunes ruraux ont 1,23 fois plus de probabilité d'être en emploi que leurs homologues urbains (2018). C'est la « *prime au rural* » qui semble impliquer que l'absence de diplôme puisse avoir un impact moindre sur la sélection et sur l'insertion professionnelle lorsque l'on vit dans des espaces ruraux que lorsque l'on vit dans des espaces urbains<sup>2</sup> (Ibidem ; Bouquet, 2018).

Ainsi, si l'on sait alors que la sélection professionnelle paraît plus clémente pour les non-diplômés en campagne qu'en ville, il reste encore à s'interroger sur les causes de cette différence de l'insertion. En somme, s'insérerait-on mieux en milieu rural qu'en milieu urbain lorsque l'on n'a pas de diplôme ? Et quelles implications cette variation de l'insertion peut avoir sur le parcours de ces jeunes ?

Pour répondre à ces questions, cet article reposera sur une recherche menée dans le cadre d'une thèse en sociologie et portant sur l'expérience de l'insertion chez les jeunes ruraux sans diplôme au sein de la région Nouvelle-Aquitaine. Cette thèse propose une approche compréhensive et longitudinale de l'analyse sociologique qui permet de mieux saisir l'expérience de ces jeunes que par le seul travail statistique. Elle repose ainsi sur 100 d'entretiens semi-directifs menés sur les départements de la Gironde, de la Charente et de la Creuse auprès des jeunes sans diplôme et vivants dans des espaces à faible, ou très faible, densité de population. À ces entretiens vient s'ajouter un corpus de 25 entretiens réalisés auprès d'individus responsables de l'insertion professionnelle ou du retour en formation de ces jeunes (Conseillers en Mission Locale, directeurs d'agence d'intérim, MLDS, MFR...). Enfin, ces données empiriques sont complétées par un travail d'observation active réalisé

---

<sup>2</sup> Ici nous faisons le choix de définir le rural par l'approche morphologique de l'INSEE. Nous considérons alors le rural comme étant implanté dans une commune de moins de 2 000 habitants et caractérisé par l'éloignement de l'habitat.

dans le cadre de cette recherche et permettant d'approfondir les propos développés au cours de l'enquête.

Nous proposerons ici une réflexion en deux parties sur les phénomènes de sélection de la formation vers l'emploi chez les jeunes sans diplôme vivant au sein d'espaces ruraux. Dans un premier temps, nous reviendrons sur le phénomène de sélection au sein du parcours scolaire qui a dirigé ces jeunes vers une sortie précoce du système de formation. Il sera alors question d'interroger l'impact du rural à la fois sur l'offre de la formation, mais aussi la prise en charge des jeunes durant leur scolarité et également l'influence de ce dernier sur l'acte du décrochage scolaire en lui-même. Dans un second temps, nous nous intéresserons au le phénomène de sélection du côté de l'emploi chez des jeunes caractérisés à la fois par l'absence de diplôme mais également par l'aspect rural des espaces dans lesquels ils créent leurs expériences de vie. Afin de rendre compte des variations sur la sélection et l'insertion sur le marché de l'emploi de ces jeunes, nous soulèverons trois éléments que sont la composition de l'emploi rural, les modalités de recrutements en milieu rural, puis les conséquences de ce rapport plus étroit à l'emploi.

Se concentrer sur les espaces ruraux est nécessaire alors que la recherche en science sociale a une tendance à la fois à uniformiser le rural et à lui imposer des cadres d'actions de politiques publiques forgés pour les espaces urbains. Il est alors impératif de révéler les particularités inhérentes de ces espaces afin de ne pas les marginaliser par l'oubli ou le désintérêt.

## **I – De la formation au décrochage en milieu rural**

### ***1.1 – Les jeunes futurs décrocheurs face à l'offre de formation rurale et locale***

L'École repose sur l'idée d'une méritocratie pourvoyeuse d'égalité (Dubet, 2010). Dans ce système, il n'est alors pas surprenant de constater l'importance de l'attestation de réussite que représente le diplôme dans un continuum allant du suivi d'une formation jusqu'à sa vie professionnelle. Avant de se recentrer sur le phénomène de sélection scolaire rural en soi, il est nécessaire de comprendre l'environnement scolaire chez les élèves ruraux. Il existe en effet des caractéristiques propres à l'enseignement dans ces espaces de vie malgré un manque flagrant de données et d'indicateurs portant sur le sujet en comparaison avec la question de la scolarité urbaine. La vie scolaire urbaine semble devenir la norme et est bien souvent considérée – à tort – comme le référentiel unique en matière d'éducation.

Ainsi, pour comprendre les mécanismes de sélection dans le continuum formation/emploi, il est impératif de mettre en relief les particularités de l'École en milieu rural.

On sait notamment que les espaces ruraux sont marqués par une composition socioprofessionnelle plus populaire que les espaces urbains. Les élèves ruraux ont en règle générale des origines plus modeste et plus populaire, et bien souvent des parents avec de plus faibles diplômes. 35,1 % d'entre eux ont des parents ayant quitté l'école au lycée là où la moyenne nationale est de 17,7 % (Coly, Even, 2017). Cette composition semble nous prédire une éducation rurale en déficit face à celle dispensée dans les espaces ruraux. Il n'en est rien en réalité puisque les élèves ruraux ont de meilleurs scores à l'entrée au collège que le reste de la population (Ibidem, Bouquet, 2018).

Ces meilleurs résultats à l'entrée au collège peuvent s'expliquer par plusieurs éléments constitutifs de l'éducation rurale en primaire. Les classes sont plus petites et permettent à l'enseignant un meilleur suivi en fonction de besoins de chaque élève et créent des classes multiniveaux favorisant l'apprentissage (Azéma, Mauhourat, 2018). L'implication des parents (notamment sur le plan relationnel avec l'École) est plus forte en milieu rural qu'en ville et cela même chez les classes populaires (Barrault-Stella, 2014). Enfin, il existe un investissement plus grand de la part du corps professoral, rendu possible par cette conjoncture particulière de la proximité relationnelle avec les parents et de la petitesse des effectifs dans les écoles de villages (Grelet, Vivent, 2011).

Sans essentialiser ni homogénéiser l'éducation en milieu rural, notons que l'éducation rurale en primaire est plutôt avantageuse, mais aussi que l'offre de formation rurale marque profondément le système de sélection de formation puis d'emploi. En effet, lorsque l'on parle de formation ou de scolarité en milieu rural, l'un des caractères les plus saillants est sans aucun doute l'aspect succinct et professionnalisant des formations proposées. Sur les 100 jeunes rencontrés dans le cadre de ma recherche, seuls 5 se sont dirigés vers un lycée général à la sortie du collège alors que tous ou presque se sont tournés vers des lycées professionnels ou des formations de type CAP-BEP.

Le choix de telles filières n'est pas anodin puisque l'insertion professionnelle ne se fait pas uniquement par le niveau de diplôme mais aussi par la filière choisie (Delès, 2018). Les jeunes ruraux se dirigent donc majoritairement vers des filières courtes et professionnalisantes ou doivent partir en ville – et donc quitter le local – pour poursuivre des études supérieures. Il n'est alors pas surprenant de voir cette tendance s'accentuer lorsque l'on se tourne vers les jeunes issus des classes populaires qui n'ont bien souvent ni de réelle envie de poursuivre des études ni la possibilité économique de le faire. Ceux qui poursuivent des études supérieures partent généralement en ville pour s'y former puis y travailler et ne

sont donc pas réellement concernés par la question de la sélection formation/emploi en milieu rural. Pour les jeunes ruraux issus des classes populaires, les formations professionnalisantes ne sont d'ailleurs pas nécessairement vues comme une voie de disqualification, mais sont plutôt comprises dans un rapport pratique à l'enseignement et comme une « voie d'accélération » vers l'emploi qui est renforcée par l'aspect « concret » (Coquard, 2019) des emplois sur lesquelles elles débouchent.

Aussi, bien que le niveau de diplôme évolue en milieu rural comme ailleurs, la finalité professionnelle rurale paraît plus concrète. Mais cette direction que prennent les formations rurales est-elle le symptôme d'un manque de ressources ou bien d'un manque d'ambition de la part des jeunes ruraux ? Ces jeunes sont effectivement souvent accusés de manquer de motivation dans leurs études et pour leurs carrières futures. Si ces jeunes limitent leur choix par une anticipation du destin probable, il faut avant tout noter que poursuivre des études signifie de devoir quitter l'espace de vie locale pour se former ailleurs et potentiellement ne pas revenir. Ceci impliquerait à la fois une perte des ressources disponibles localement par l'aide parentale et aussi de rompre, ne serait-ce qu'en partie, avec le milieu sociogéographique dont on est issu. Partir est un investissement et potentiellement donc un risque que tous ne peuvent pas se permettre. Les jeunes ruraux se restreignent donc et s'autoselectionnent sur le marché de la formation locale et cela est autant dû à l'anticipation de leurs capacités supposées qu'à la faiblesse de l'offre de formation supérieure et de la composition de cette offre.

## ***1.2 – Ce que le rural fait au processus de décrochage scolaire***

Bien que l'École soit tant un système de formation que de sélection et de « tri » socioprofessionnel, la scolarité des ruraux (et même des futurs jeunes sans diplôme) se passe dans l'ensemble plutôt bien en primaire. Si des difficultés existent effectivement lors de cette période chez les jeunes rencontrés, ils décrivent avant tout des difficultés familiales qui appuyaient un début de retard scolaire mais sans que ce dernier ne soit perçu sous le prisme de la hiérarchisation ou de la marginalisation de sa scolarité. Contrairement au reste de leur scolarité, l'école primaire est plutôt décrite avec nostalgie et beaucoup d'affection : comme une période plus simple et moins stigmatisante. Peut-être moins accès sur la hiérarchisation et le mérite scolaire, c'est une période où les difficultés socialement héritées ne sont pas encore portées directement par les jeunes. Ils disent alors ne pas avoir l'impression de « déranger » par leur retard comme cela pourra être le cas par la suite. Le système primaire rural permet d'atténuer les effets pervers d'une accumulation de retards scolaires, et cela malgré une composition sociale plus populaire qu'en ville. Malgré tout, des

retards s'installent souvent très tôt et finiront par ricocher et s'amplifier sur le reste de la scolarité en créant un réel *désamour de l'École*.

Ce désamour de l'École – qui n'est donc pas de la haine – apparaît généralement avec l'entrée du jeune au collège. Cette période est centrale puisqu'elle coïncide avec celle de l'adolescence, c'est-à-dire, une période de construction de son identité individuelle et d'autonomisation de ses pratiques et de son existence (Zaffran, 2010). La construction de ce désamour commence généralement dès le début du collège avec l'entrée en sixième, où les retards accumulés deviennent de manière abrupte une succession d'échecs hiérarchisant. Ces jeunes qui décrocheront par la suite disent arriver dans un « grand flou ». Des classes plus grandes et une attention moins importante et moins individualisée renforcent les retards de ces jeunes qui finissent par se désinvestir de leur expérience scolaire qu'ils voient défilier devant leurs yeux et dont ils se retrouvent à la marge. Au-delà de la question du décrochage, ces jeunes n'accrochent tout simplement pas à leur scolarité en étant à la fois éloignés et maintenus dans cette dernière. La succession et l'accumulation d'échecs comme méthode de sélection au collège (Dubet, 2004) est une épreuve vulnérabilisante, car violente symboliquement. Ils sont ainsi forcés de rester dans un système qui hiérarchise pour sélectionner et qui les place en bas de cet agencement. Alors que l'écart se creuse, le redoublement est perçu comme une chance rare et non comme un échec puisqu'il permet d'assurer ces jeunes dans leurs connaissances et donc de limiter la portée de l'éloignement relationnel entre eux et l'institution.

Cette distanciation les amène à considérer qu'ils ne sont « pas faits pour l'École ». Contrairement à de nombreux jeunes urbains, ils ne remettent pas en question l'École comme étant une institution inadaptée à leurs besoins, mais font l'inverse. Ils se considèrent comme étant inadaptés à l'École et donc – dans une opposition manichéenne – faits pour le « vrai travail ». Ils portent cette faute de manière très fataliste et essentialisante, ce qui renforce donc l'écart vécu entre eux et leur scolarité. Ainsi, bien que le professorat puisse comprendre cet écart comme une forme de désengagement volontaire, c'est en réalité un *rejet désolé* (Roche, 2016). Ils n'expriment pas de haine ni de révolte envers l'institution mais vivent plutôt un « désamour », c'est-à-dire une cessation de l'amour. En somme, ils ne sont pas « contre l'École » mais « à côté d'elle ».

Les élèves qui seront les futurs jeunes sans diplôme sont moins contestataires et plus passifs que leurs homologues urbains (Roche, 2016 ; Coquard, 2019). Ils ont bien intériorisé la nécessité scolaire, qui ressort lors des entretiens, mais se sentent inadaptés et « lâchent » dans une résignation malheureuse de leur scolarité. La différence la plus saillante dans cette (auto)sélection rurale est donc bien l'autoresponsabilisation de son échec par l'acteur par

une anticipation de son destin probable qui se crée toujours par une dépréciation de ses compétences coconstruite avec l'École. C'est alors l'accumulation du désamour scolaire, de la responsabilisation de ses échecs et de la mise à distance de l'expérience scolaire qui amènent en milieu rural à un fort potentiel de départ précoce du système éducatif.

Ces jeunes perçoivent leur scolarité comme une perte de temps à la fois pour les enseignants puisqu'ils se pensent voués à l'échec. Ils font souvent très tôt le « *deuil des grands métiers* » (Zunigo, 2010). C'est alors « *un choix du destin, mais un choix forcé, produit par des conditions d'existence qui, en excluant comme pure rêverie tout autre possible, ne laisse d'autre choix que le goût du nécessaire.* » (Bourdieu, 1979. p. 173). On appelle d'ailleurs ces jeunes à faire preuve de réalisme quant à leurs ambitions en leur proposant de se tourner vers des filières plus courtes et plus professionnalisantes qui semblent alors répondre à la fois à leurs manques mais aussi à l'offre et à la sélection du marché de l'emploi local. Car s'ils se détournent souvent très tôt de la chose scolaire, ils expriment paradoxalement de manière très précoce une volonté anticipée de s'insérer sur le marché de l'emploi (même peu rémunérateur), et cela avec ou sans diplôme.

Ils doutent également de la rentabilité potentielle des diplômes qu'on leur présente comme atteignables au vu de leurs capacités scolaires. En se considérant comme les acteurs responsables de leurs échecs scolaires et en anticipant la sélection du continuum formation/emploi, ils acceptent généralement sans grande souffrance de se tourner vers des formations plus modestes. C'est une forme de résignation stratégique – coconstruite avec l'École – vers de plus humbles ambitions socioprofessionnelles. Parfois dès la cinquième ces jeunes se dirigent massivement vers des voies de formation courtes et professionnalisantes qui semblent coïncider avec une volonté de se réinvestir dans un rapport plus « concret » et plus « pratique » à l'emploi. C'est un travail de projection dans un avenir socioprofessionnel très précoce que l'on demande à faire à ces jeunes gens de 14 ou 15 ans et qui reste limité par les formations qui leur sont accessibles scolairement et disponibles localement. L'orientation de ces jeunes est rarement un choix clair et libre, mais est plutôt un « presque-choix » qui laisse généralement le jeune choisir son orientation dans le *monde du connu*, c'est-à-dire vers des stages qu'ils ont déjà faits ou vers des emplois courants dans l'entourage proche. Ils s'engagent alors sans grande conviction dans des parcours de formation où ils ne connaissent pas toujours les aboutissants et l'état du marché de l'emploi.

### **1.3 – Quel décrochage scolaire en milieu rural et quelles implications ?**

Le manque de diplôme a une incidence considérable sur l'insertion professionnelle des jeunes, et bien qu'ils n'assurent plus l'emploi ni la stabilité professionnelle, l'acquisition d'un diplôme reste encore la meilleure arme contre la vulnérabilité socioprofessionnelle (Zaffran, Vollet, 2018). Même en milieu rural, où l'insertion professionnelle semble plus avantageuse pour les jeunes sans diplôme, s'insérer professionnellement sans diplôme reste un acte de compromission lors de sa future sélection sur le marché de l'emploi. Alors, que poussent les jeunes ruraux à quitter précocement les bancs de l'école ?

Le décrochage scolaire est un acte dont les causes s'inscrivent dans le temps long de l'expérience scolaire. En marge de leur scolarité, avec des capitaux plus faibles et dans un rapport de désamour depuis l'entrée au collège, nombreux sont ceux qui ont décroché mentalement et émotionnellement bien avant de quitter l'école. En ce sens, décrocher est à comprendre dans leur expérience comme une innovation qui permet de rompre avec un système dévalorisant son estime de soi. L'acte du décrochage permet alors de se réinvestir dans le « vrai travail ».

Les jeunes rencontrés parlent alors du diplôme comme d'un élément qu'ils reconnaissent comme étant factuellement important pour l'insertion professionnelle et paradoxalement dénué de valeur à leurs yeux puisqu'il ne reflète pas les réelles capacités et compétences de travail d'un individu. C'est ce raisonnement de délégitimation du diplôme qui permet de justifier symboliquement l'acte du décrochage auprès de son entourage proche. Ils savent bien que le diplôme les protégerait d'une certaine précarité et plus encore de l'instabilité professionnelle, mais ils le considèrent comme n'étant pas représentatif de leurs capacités. Ils considèrent également bien souvent que l'absence de diplôme peut être compensée, lors de la sélection à l'emploi, par un fort investissement dans la recherche d'emploi et dans son activité professionnelle. Dans cet aménagement cognitif, le rejet de l'éducation et la valorisation de l'emploi sont donc appuyés par la croyance dans son implication comme solution salvatrice au non-emploi (Castel, 2011). En répétant que « *quand on veut, on peut* » ces jeunes légitiment leur acte mais se rassurent surtout face à un marché du travail qui leur est aride.

Les motivations particulières de ce décrochage rural (ou de cette autosélection) rendent à son tour l'acte du décrochage singulier dans ces espaces. Ces jeunes quittent l'école précocement sans rébellion, sans violence et sans panache. Moins contestataires que les urbains, ils disent ne pas ressentir de haine et n'exposent d'ailleurs presque aucun comportement violent ou vindicatif envers l'École et son personnel. Le décrochage scolaire



rural est avant tout lié à une volonté forte et précoce d'insertion dans le monde professionnel. Cette dernière est liée à la valorisation du « vrai travail », à la dévaluation de son expérience étudiante et repose sur la croyance d'une méritocratie de la performance professionnelle pouvant contrebalancer l'absence du diplôme.

De manière intéressante, l'acte du décrochage est généralement accompagné de comportements internalisés (anxiété, dépression, ennui, faible estime de soi...) et de comportements externalisés (école buissonnière, rébellion contre l'autorité, consommation de produits psychoactifs...) (Vollet, 2016). Or, si les comportements internalisés sont bien présents, les externalisés (permettant habituellement de repérer le risque de décrochage) sont bien plus rares. Ces comportements arrivent généralement après le décrochage puisque la composition spatiale et géographique des espaces ruraux ne permet généralement pas une appropriation des espaces. Il n'y a donc pas d'absentéisme, d'école buissonnière ou de comportements violents permettant de repérer le risque de décrochage en milieu rural.

Ces jeunes quittent alors l'école durant les périodes de vacances où ils décident simplement de ne pas revenir en se laissant emporter par leur volonté d'insertion professionnelle<sup>3</sup>. En quittant ce système de hiérarchisation dont ils semblent être les grands perdants, le décrochage est un acte d'autosélection scolaire qui est perçu par le jeune comme une voie d'accélération vers l'emploi et la vie d'adulte. Cet acte s'inscrit donc en définitive dans la suite logique des formations professionnalisantes vers lesquelles ces jeunes sont dirigés et dont la finalité est une insertion rapide dans l'emploi peu qualifié. Ils décident de « sauter cette étape » pour aller directement vers la finalité que représente l'emploi puisqu'à eux aussi, l'insertion professionnelle paraît plus clémente en milieu rural qu'en ville.

---

<sup>3</sup> Il s'agit ici du décrochage le plus communément rencontré, mais certains décrocheurs en milieu rural connaissent un décrochage issu de modalités externes à leur volonté du décrochage (santé, problèmes familiaux, dépression...).

## **II - L'insertion et la sélection des jeunes ruraux non diplômés sur le marché de l'emploi**

### ***2.1 – La composition de l'emploi rural peu ou pas qualifié***

La « prime au rural » correspond au fait que l'insertion professionnelle des jeunes sans diplôme est plus avantageuse en milieu rural qu'en ville (Zaffran, 2018). Le premier élément qui permettrait d'expliquer cette sélection plus avantageuse sur le marché de l'emploi rural que sur l'urbain serait de prendre en considération la composition de l'emploi rural peu ou pas qualifié de nos campagnes. Car ce qui caractérise aujourd'hui l'emploi rural n'est pas tant la place prépondérante de l'agriculture ni même de l'emploi ouvrier, mais la place majeure de l'emploi peu ou pas qualifié dans ces espaces (Reversé, 2020<sup>(1)</sup>). En outre, la petitesse des formations et leur aspect professionnalisant vont dans le sens de cette domination des emplois peu ou pas qualifiés.

Le décrochage scolaire rural est un décrochage sans réelle révolte existentialiste ou individualiste (Van de Velde, 2016), mais motivé par une forte volonté de travailler. Or, bien que ces jeunes soient fortement motivés à s'insérer sur le marché de l'emploi, il n'en demeure pas moins que le manque de qualification – même en milieu rural – reste un frein à l'insertion qui devient alors plus complexe mais surtout plus incertaine. Ces jeunes, parce qu'ils n'ont pas de diplôme, sont particulièrement vulnérables au chômage, aux situations de NEET et leur manque de qualification implique bien souvent un choix restreint dans leur insertion professionnelle.

Paradoxalement, cette précarité de l'emploi disponible est un élément explicatif de la meilleure insertion professionnelle de ces jeunes. La domination en milieu rural de poste à faible rémunération et à bas niveau de qualification permet une sélection plus large dans les espaces ruraux qui ne se retrouvent que peu « parasités » par la compétition comme avec les emplois peu qualifiés en ville avec les étudiants. Il y a en milieu rural une forte corrélation entre la formation proposée et la composition de l'emploi qui, malgré l'absence de diplôme, s'inscrit dans une volonté d'insertion rapide dans l'emploi.

Les espaces ruraux qui cumulent 20 % de la population nationale concentrent ainsi 42 % des emplois ouvriers peu qualifiés et 37 % des employés peu qualifiés (Colin, 2017). En effet, si l'emploi non qualifié a diminué en moyenne de 3 % entre 1982 et 2014, ce dernier est très inégalement réparti sur ces différents espaces. Sur cette même période les employés non

qualifiés sont passés de représenter 9,0 à 11,3 % des emplois des grands pôles urbains et de 5,2 à 14,4 % des emplois des espaces ruraux hors des aires urbaines<sup>4</sup>.

L'emploi rural a donc une composition en corrélation logique avec les formations dispensées sur place et qui, ainsi, sont favorables – ou du moins plus favorables – à l'insertion de jeunes ruraux ayant quitté précocement leur formation.

L'emploi rural doit cependant se défaire de la vision folkloriste qui lui attribue presque uniquement une vocation de l'emploi agricole. En effet, à la suite de l'étalement des villes sur les espaces ruraux, depuis les années 70, l'économie rurale est une économie de plus en plus tertiaisée. C'est une « *économie ouverte, débarrassée d'un ruralisme nombriliste* » (Perrier-Cornet, 2014) qui connaîtra entre 2012 et 2022 une création nette de 310 000 postes d'employés<sup>5</sup>.

L'emploi en milieu rural semble participer à la présentation d'un marché du travail plus favorable aux jeunes ruraux. Ce sont cependant des emplois peu ou pas qualifiés et très souvent à court terme. Car bien que l'insertion des jeunes ruraux décrocheurs soit plutôt positive comparée aux jeunes urbains sans diplôme, la composition de l'emploi et la congruence entre les formations courtes et professionnalisantes, et l'emploi rural peu ou pas qualifié n'est pas suffisante pour expliquer la meilleure insertion de ces jeunes. Certes, ce lien de formation/emploi est un atout pour l'insertion des jeunes marqués par la faiblesse de leur niveau de diplôme, mais il n'est qu'un terreau fertile et pas l'élément explicatif central de cette insertion.

## **2.2 – Les mutations de l'embauche rurale**

Un deuxième élément explicatif de cette insertion plus opportune aux ruraux non diplômés qu'aux urbains serait en rapport avec la sélection – c'est-à-dire l'embauche – faite au niveau de l'entrée sur le marché du travail rural peu ou pas qualifié.

Depuis les années 80, l'augmentation massive du niveau de diplôme et l'accroissement du chômage chez les jeunes ont apporté une augmentation de l'exigence d'entrée sur le marché du travail. Cette augmentation a apporté un déclassement qui a lui-même créé un système de relégation de jeunes avec un certain niveau de formation vers des postes moins qualifiés. Au bout de cette file de relégation et de déclassement dans la relation formation/emploi se trouve alors les jeunes sans diplôme qui ne peuvent plus se suffire de

---

<sup>4</sup> INSEE. *L'emploi non qualifié a changé de visage en trente ans*. INSEE Flash, n° 45, 2017

<sup>5</sup> INSEE. Enquête emploi 1991-2002 & DARES. *Série reportée 1991-2002*

l'emploi non qualifié (déjà capté par des jeunes qualifiés) et doivent s'insérer sur une frange basse de l'emploi.

Il ne faut pas uniquement considérer l'emploi dans sa dualité emploi/chômage et activité/inactivité. Ces jeunes touchent presque tous à de l'emploi, mais à des emplois épars marqués par l'instabilité et la précarité (Castel, 2011). Le recrutement des jeunes ruraux les moins qualifiés vers des postes précaires est affecté par un fort turn-over, une fragmentation de l'emploi stable et par une externalisation du recrutement par les agences d'intérim. La sélection se fait ainsi bien plus souvent sous la forme de petits contrats distribués par les agences d'intérim que par de réels recrutements dans les entreprises.

Lorsqu'on les rencontre, les recruteurs insistent généralement sur des modalités de recrutements des jeunes sans diplôme basées sur l'implication dans son travail, le respect de la hiérarchie, la ponctualité, le savoir-être, *et cetera*. On se rend cependant très rapidement compte, au fil des rencontres et des entretiens, que face à la fragmentation des emplois non qualifiés, au fort turn-over dans les entreprises et à l'externalisation du recrutement, les modalités concrètes de recrutement sont toutes autres. Le discours de la performance et de méritocratie dans l'embauche, autant que dans le lien entre la formation et l'emploi en milieu rural, est dépassé par deux autres « compétences » : la disponibilité permanente et la mobilité. Le jeune est alors « *bon marché, facilement embauché et débauché selon les besoins, bref, adapté jusque dans son instabilité* » (Balaz, Fauguer, 1979. p. 55) puisqu'il doit, pour travailler, accepter d'être disponible et mobile comme dans une astreinte permanente dans le sous-emploi rural et local.

En effet, l'aspect rural de ces emplois implique une configuration géographique marquée par l'éloignement qui ne peut être maîtrisé que par l'utilisation d'une voiture. La voiture est alors tant un outil obligatoire à l'insertion qu'un coût supplémentaire pour ces jeunes qui doivent payer l'essence, le véhicule, l'assurance, *et cetera*. Les distances domicile/travail sont de plus en plus grandes et ont augmenté entre 1994 et 2008 de 26 % (Bigard, Durieux, 2010). Malgré cette augmentation, la mobilité est un coût nécessaire qui permet au jeune d'être recruté puisqu'elle assure à l'employeur la présence et la ponctualité, mais permet aussi d'élargir la zone de prospection d'emplois. Notons ainsi que si l'absence de diplôme est un élément fort de vulnérabilisation dans sa potentielle insertion dans l'emploi, la mobilité est, en milieu rural, une véritable fatalité pour l'accès à l'emploi. Seule statistique disponible à ce sujet, les sortants d'un niveau CAP avec une voiture sont 45 % à être en emploi et seulement 19 % chez ceux qui n'en ont pas (Bouquet, 2018).

L'embauche rurale non qualifiée s'étiole donc elle aussi et le « *capital autochtone* » décrit par Nicolas Renahy ne semble plus aujourd'hui permettre l'insertion des jeunes les moins qualifiés. Certaines petites entreprises restent cependant encore dans ce modèle de recrutement dit « paternaliste ». Dans cette conception de l'emploi rural, l'embauche, faite par le détenteur du travail et des capitaux, est caractérisée par la place du relationnel et du social. Souvent avec des petits effectifs, ces entreprises recrutent bien plus à « *la gueule* », à la « *tchatche* » ou au « *bagou* » du jeune, ainsi que sur sa réputation et sa respectabilité dans l'interconnaissance locale (Renahy, 2005 ; Coquard, 2019). Néanmoins, et bien que ces recrutements puissent être avantageux pour des jeunes défavorisés par leur CV (tant au niveau de l'expérience professionnelle que de la formation), l'embauche paternaliste et l'autochtonie connaissent un très fort déclin (Reversé, 2020<sup>(2)</sup>). Cet affaiblissement est à relier à la fois au morcellement de l'emploi non qualifié qui brise les opportunités de pérennisation et de stabilisation sur le marché de l'emploi, mais également à l'arrivée en milieu rural de modalités de recrutement plus libéralisées, basées uniquement sur le CV et sur la lettre de motivation.

L'emploi rural non qualifié bien que « moins pire » qu'en ville pour les jeunes non diplômés semble donc lui aussi tendre vers une hégémonie du sous-emploi. Malgré cela, notre recherche tend à relativiser l'impact de l'absence de diplôme dans l'insertion rurale (sans nier son importance) en comparaison avec les diplômés de bas niveau. Tout d'abord, il faut noter que tous les décrochages ne se « valent pas ». Un jeune ayant décroché au collège aura 4,3 % de chance d'être en emploi stable là où un décrocheur en CAP en aura 11,1 % et en lycée professionnel 27,9 % (Bernard, Michault, 2014). Cela nous laisse à penser qu'il existe des conditions socioéconomiques et socioculturelles préexistantes à l'expérience du jeune et qui jouent tant sur le décrochage qu'après sur l'insertion professionnelle. Le diplôme, discriminatoire à l'embauche, sous-tend des réalités socioéconomiques variées qui font le distingo sur les chances d'insertion sur le marché de l'emploi. La distinction du niveau de chômage entre non-diplômés et CAP-BEP s'atténue peu à peu avec l'augmentation du chômage et de la précarité de l'emploi chez les jeunes (Eckert, 2018). Les faibles diplômés semblent donc n'être qu'un facteur de sélection en période de prospérité économique là où, en période de crise, peu ou pas diplômés se retrouvent presque en position d'égaux face au chômage et au sous-emploi (Ibidem).

### **2.3 – Le piège moral de la précarité**

La composition de l'emploi rural ainsi que l'embauche rurale dans des emplois non qualifiés semblent mettre en exergue une précarité de l'insertion professionnelle bien plus

qu'un réel avantage à l'accès au marché du travail pour les jeunes sans diplôme. Un autre élément explicatif doit alors rentrer en ligne de compte. Ce troisième élément explicatif du rapport si particulier des jeunes ruraux sans diplôme à l'emploi pourrait s'expliquer par une plus grande appétence à l'insertion précoce sur le marché du travail local et non qualifié. Ainsi il s'agirait d'une volonté d'aller vers l'emploi « *coûte que coûte* », peu importe sa forme ou sa paie, qui expliquerait à la fois le chômage plus faible chez ces jeunes et en même temps une plus forte pauvreté chez cette même population.

Les jeunes représentent déjà 45,1 % de la population pauvre en France, mais en comparaison avec le reste de la population, il y a chez les jeunes urbains un écart positif du taux de pauvreté de l'ordre de 7,8 points alors qu'il est de 11,3 points pour les jeunes ruraux<sup>6</sup>. La problématique en milieu rural se concentre donc moins sur le chômage de ces jeunes que sur la pauvreté malgré des situations d'emplois partiels. La corrélation entre population rurale et chômage est faible ( $R=0,06$ ) mais celle entre population rurale et pauvreté monétaire est forte ( $R=0,69$ ) (Coly, Even, 2017). Les jeunes ruraux travaillent plus et sont en même temps plus fréquemment dans des situations de pauvreté. Aussi, si les modalités et la composition de l'embauche rurale ne permettent pas d'expliquer ce paradoxe nous devons questionner la motivation des acteurs et leur rapport à l'insertion professionnelle dans ce continuum particulier de formation/emploi.

En reprenant la notion de « *logique d'honneur* » développée par Philippe d'Iribarne (1993), nous pouvons avancer que l'image de soi par l'emploi est un élément sociohistoriquement ancré par un phénomène de fierté de la réussite et aussi de crainte du déclassement. L'insertion professionnelle et la pratique du travail sont donc à la fois une contrainte intérieure à l'individu (qui souhaite fortement s'insérer) et héritée de la valeur du travail dans les espaces ruraux et chez les classes populaires (Ibidem, Lalive d'Épinay, 1998, Champagne, 2000). Cette valeur du travail s'oppose donc à l'idée d'oisiveté, mais aussi à l'éducation ; « *rester assis sur une chaise à ne rien faire* ». Il faudrait en effet plus vraisemblablement parler d'une valeur du « vrai travail » puisque les jeunes rencontrés distinguent de manière très manichéenne le « vrai travail » du travail « scolaire » ou « intellectuel ». Le désamour de l'École qui amène à son autosélection a donc évolué en une séparation mentale claire entre le travail issu du domaine « manuel » et « concret » et le travail « intellectuel » et « abstrait » qui ne serait donc pas du « vrai travail ». Il est donc assez logique de voir ici quelque chose de rationnel entre un héritage sociohistorique de cette valeur du « vrai travail » et les offres de formations rurales caractérisées par leurs précocités et leurs aspects très professionnalisant.

---

<sup>6</sup> CRRR. *Jeunes en milieu rural*. Dossier thématique Réseau Rural, n°3, 2011

Le « vrai travail » se traduit alors par un travail souvent physique et éreintant. C'est en quelque sorte un rapport très christique à l'emploi dans lequel il faut « *mériter son travail* » par l'implication dans la pénibilité de ce dernier. Ainsi, bien qu'en touchant à l'emploi de manière éparse et avec des missions peu rémunératrices dans leur système de valeur, le « vrai travail » vaut toujours mieux que la formation qu'ils ont suivie en marge et avec un désamour certain. En opposition avec cette valeur du « vrai travail », le travail scolaire est donc perçu comme un travail de l'ennui et de l'inaction où ces jeunes répètent ne pas pouvoir rester « *assis à ne rien faire* ».

En outre, l'emploi rural non qualifié constitue en définitive le prolongement et la finalité d'un système institutionnel au sein duquel ils se trouvaient rabaissés par son fonctionnement hiérarchisant et méritocratique. Cette dévaluation du travail scolaire ou de formation permet en un certain sens d'exprimer un fort mépris envers l'expérience scolaire parfois humiliante qu'ils ont pu vivre. Cette idée du « vrai travail » est donc une légitimation de son statut et une amélioration de son image de soi qui se crée par le fait de toucher à l'emploi même si ce dernier est éparse, instable et peu rémunérateur. Ajoutons également qu'au-delà de l'opposition entre le « vrai travail » et le « travail scolaire/intellectuel » ces jeunes insistent très fortement sur une opposition entre travail et inactivité, et entre travailleur et assisté. Car cette volonté de travailler est renforcée par une crainte de tomber dans l'assistanat. Cette crainte est particulièrement exacerbée chez les jeunes ruraux rencontrés dans le cadre de cette recherche qui expriment une réelle hantise de devenir ou d'être perçus comme des « assistés », souvent décrits comme des inactifs hédonistes passant leurs journées sur le canapé. Cette crainte n'implique cependant pas que nous devons penser que ces jeunes ne touchent jamais d'aides sociales. Il est certain qu'ils sont bien plus réticents à cette idée que ne pourraient l'être leurs homologues urbains. Ils touchent en effet parfois des aides, mais tentent le plus possible de s'en dissocier (surtout du stigmate qui va avec ces aides). Pour ce faire, ils dénoncent et stigmatisent à leur tour la figure souvent abstraite de « *l'assisté* ».

C'est donc dans ce cadre que se crée ce que l'on peut nommer *le piège moral de la précarité*. Il s'agit d'un conflit entre la valeur du travail de ces jeunes et une embauche dans l'emploi non qualifié rural qui devient de plus en plus instable et précaire. Ces jeunes, les moins privilégiés quant à la sélection sur le marché de l'emploi, souhaitent travailler « *coûte que coûte* ». Par cette volonté ils acceptent « tout ce qui passe », sans réellement se soucier de la rémunération, de la stabilité ou de la longueur de contrat puisqu'ils ont conscience que leur CV ne leur permettra pas d'avoir de telles revendications. Cet écart entre leur volonté d'embauche et l'embauche réelle rurale met à la marge de l'emploi local ces jeunes qui se retrouvent à non pas accepter des postes liées à leurs formations professionnelles – même

avortées – mais à se limiter à la frange de l’emploi local le plus labile : le sous-emploi instable, épars et peu rémunérateur.

## **Conclusion**

Le rural a ses effets propres de sélection tant au niveau de la formation qu’au niveau de l’accès au marché de l’emploi. En nous intéressant aux jeunes ruraux sans diplôme, nous pouvons ainsi mieux comprendre le fonctionnement de ces sélections et leurs impacts sur les parcours d’insertion professionnelle et de transition vers l’âge adulte chez un public rural marqué socioéconomiquement par une grande vulnérabilité.

Nous avons pu voir qu’il existe une réelle congruence entre les formations rurales et les emplois ruraux qui viennent même à impacter les jeunes ayant décroché scolairement et qui cherchent à s’inscrire sur le marché de l’emploi local peu ou pas qualifié. Le système de formation/emploi en milieu rural ne permet cependant pas à lui seul d’expliquer la meilleure insertion professionnelle des jeunes sans diplôme. L’ouverture plus large au marché de l’emploi n’est donc pas uniquement reliée à un marché de la formation et de l’emploi plus propice en milieu rural ni même à un système de sélection scolaire et à l’emploi plus clément. Ces éléments sont bien entendu un atout et un terrain fertile à une meilleure insertion des jeunes ruraux sans diplôme, mais c’est en réalité la plus grande capacité des jeunes ruraux à accepter des conditions de sous-emploi et une carrière de précarité qui affecte réellement l’insertion de ces derniers. Même en milieu rural, le manque de diplôme a un poids lourd sur l’insertion stable et pérenne dans l’emploi et cela malgré une certaine congruence entre les formations courtes et professionnalisantes et la composition de l’emploi local. La prime au rural permet à ces jeunes de toucher à l’emploi plus que ne pourraient le faire des jeunes décrocheurs en ville et l’embauche rurale, malgré ses mutations récentes, reste encore plus favorable. Malgré tout, l’absence de diplôme reste une source d’instabilité, de vulnérabilité et de précarisation de son parcours futur. Le marché de l’emploi rural semble donc bien être le dernier bastion de l’insertion professionnelle des jeunes sans diplômes. Néanmoins, l’évidence de l’emploi chez ces jeunes n’exclut nullement le fait de devoir se questionner sur les enjeux de la formation et de l’emploi jeune en milieu rural qui reste encore aujourd’hui un enjeu central bien trop souvent mis à l’écart.

## **Bibliographie :**



AZÉMA, Ariane. MAUHOURLAT, Marie-Blanche. *Mission ruralité. Adapter l'organisation et le pilotage du système éducatif aux évolutions et défis des territoires ruraux*. Rapport d'étape n°2. IGEN – IGAENR, Rapport n°2018-080, 80 pp., 2018

BALAZS, Gabrielle. FAGUER, Jean-Pierre. « Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin. Actes de la recherche en sciences sociales. » Vol. 26-27, *Classes d'âge et classes sociales*, p. 49-55, 1979

BARRAULT-STELLA, Lorenzo. « Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains. » *Agora débats/jeunesses*, n°67, p. 21-36, 2014/2

BERNARD, Pierre-Yves. MICHAUT, Christophe. « *Marre de l'école* » : les motifs de décrochage scolaire. Notes du CREN, 17, 10 pp., 2014

BIGARD, Mélanie. DURIEUX, Éric. *Occupation du territoire et mobilités : Une typologie des aires urbaines et du rural*. Dossier La France et ses régions, 12 pp., 2010

BOUQUET, Brigitte. « Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural. Rapport du CGAAER et de l'IGAS. » *Vie sociale*, n°22, p. 145-150, 2018/2

BOURDIEU, Pierre. *La Distinction : Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit, 672 pp., 1979

CASTEL, Robert. 20. « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précarité. » In : Serge Paugam. *Repenser la solidarité*. Presses Universitaires de France – Quadrige, p. 415-433, 2011

CHAMPAGNE, Patrick. *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*. Seuil, Points Essais, 336 pp., 2002

COLIN, Jean-François. (dir) *Les métiers en 2022. Prospective des métiers et qualifications*. Rapport France Stratégie – DARES. 416 pp., 2017

COLY, Bertrand. EVEN, Danielle. *Place des jeunes dans les territoires ruraux*. Journal officiel de la République française, Section de l'aménagement durable des territoires et section de l'éducation, de la culture et de la communication, 198 pp., 2017

COQUARD, Benoît. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. La Découverte, « L'envers des faits », 211 pp., 2019

DELÈS, Romain. *Quand on n'a « que » le diplôme... : Les jeunes diplômés et l'insertion professionnelle*. PUF, « Éducation et Société », 2018

DUBET, François. *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*. Édition Seuil & La République des idées, 128 pp., 2010

- « La jeunesse est une épreuve. » *Comprendre*, Revue annuelle de philosophie et de sciences sociales : Vol. 5 « Les jeunes », p. 275-291, 2004

DURU-BELLAT, Marie. *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*. Paris, Seuil, 110 pp., 2006

ECKERT, Henri. « Diplômés/non-diplômés en France : une critique de la distinction au regard de la dévalorisation des diplômes. » *Agora débats/jeunesses*, n°79, p. 87-102, 2018/2

GRELET, Yvette. VIVENT, Céline. *La course d'orientation des jeunes ruraux*. Bref du Céreq, n°292, 4 pp., 2011

(d')IRIBARNE, Philippe. *La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*. Seuil, Point, 280pp., 1993

LALIVE D'ÉPINAY, Christian. « 3. Significations et valeurs du travail, de la société industrielle à nos jours. » In : De Coster, Michel, et alii. *Traité de sociologie du travail*. De Boeck Supérieur – Ouvertures sociologiques, p. 67-94, 1998

PERRIER-CORNET, Philippe. « Conclusion. Repenser l'économie rurale et ses perspectives. De l'objet au terrain d'étude privilégié : quelques pistes et perspectives de recherche. » In : Jeanneaux, Philippe. Perrier-Cornet, Philippe. *Repenser l'économie rurale*. Édition Quæ – Update Sciences & Technologies, p. 266-270, 2014

RENAHY, Nicolas. *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*. La découverte, Paris, 294 p., 2005

REVERSEÉ, Clément. « Ambiguïté sur l'autochtonie et l'enfermement de Périclès aux nationalismes contemporains. » In : Benjamin, Galeran. Kévin, Henocq. (dir) *Humanismes et sociétés*. Université de La Rochelle – Centre d'Études Internationales sur la Romanité, L'Harmattan, 2020<sup>(2)</sup>

- *Les oubliés du pays du Cotentin. L'expérience de l'insertion et de la transition vers l'âge adulte des jeunes ruraux sans diplôme en Normandie*. Thèse de sociologie, Université de Bordeaux – Centre Émile Durkheim, 450 pp., 2020<sup>(1)</sup>

ROCHE, Agnès. *Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural*. Presses Universitaires de Rennes – Essais – 340 pp., 2016

VAN DE VELDE, Cécile. « Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral. » *Informations sociales*, n°195, p. 48-53, 2016/4

VOLLET, Juliette. « Raccrocher après avoir décroché de l'école : le temps au service de la décision. » *Éducation et Sociétés*, n°36, p. 129-154, 2016/1<sup>(1)</sup>

ZAFFRAN, Joël. VOLLET, Juliette. *Zadig après l'école. Pourquoi les décrocheurs scolaires raccrochent-ils ?* Éditions Le bord de l'eau, Collection « Documents », 221 pp., 2018

ZAFFRAN, Joël. « Emploi des jeunes sans diplôme : la prime au rural. » *Formation emploi*, n°142, p. 99-117, 2018/2

- *Le temps de l'adolescence. Entre contrainte et liberté*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Le sens social », 185 pp., 2010

ZUNIGO, Xavier. « Le deuil des grands métiers. Projet professionnel et renforcement du sens des limites dans les institutions d'insertion. » *Acte de la recherche en sciences sociales*, n°184, p. 58-71, 2010/4